

Florence Parly : « certains tentent de réécrire l'Histoire et tiennent des propos inacceptables et souvent vendeurs. Je veux dire ici très clairement que je ne laisserai pas entacher l'honneur de nos armées et que je serai toujours là pour le défendre »

Assemblée nationale, questions au gouvernement.
Séance du mardi 5 juin 2018.

Lien : http://videos.assemblee-nationale.fr/video.6146216_5b16d8ba94c0d.questions-au-gouvernement---mardi-5-juin-2018-5-juin-2018

*

NB. – Les principaux bégaiements ont été supprimés.

[Début de la transcription à 59' 56'']

François de Rugy [Président de l'Assemblée nationale] : La parole est à Monsieur Hubert-Julien Laferrière.

[01 h 00' 00'']

Hubert-Julien Laferrière [La République en Marche, Rhône] : Merci Monsieur le Président. Ma question – à laquelle j'adresse... j'associe, pardon, la Présidente du groupe d'amitié France-Rwanda, Sira Sylla – s'adresse à Florence Parly, ministre des Armées. Madame la Ministre, il y a 15 jours, le président de la République française recevait le président de la République du Rwanda, Paul Kagame, à l'Elysée, pour la première fois depuis 2011. Alors on peut, sur ces bancs, bien sûr, avoir un regard critique sur la gouvernance de Paul Kagame, au Rwanda. Mais comment ne pas être admiratif de la capacité de résilience de ce pays après le génocide des Tutsi de 1994, qui a fait, rappelons-le, 1 000 000 de victimes. Alors que des Rwandais avaient massacré des Rwandais à la machette, le pays a su se réconcilier et s'unir en si peu d'années. Et, pourtant dévasté par la guerre, il a su rapidement devenir un pays à l'économie florissante. Et puis, le Rwanda s'est aussi fait une place de choix parmi ses grands voisins. On sait que le 23 mars dernier, il est d'ailleurs devenu le premier contributeur financier africain de la force « G5 Sahel ». Et je souhaite saluer le soutien de la France à la candidature de la ministre rwandaise des Affaires étrangères à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie. Vous connaissez, Madame la Ministre – nous connaissons tous –, les accusations qui sont tenues à l'encontre de la France et de ses armées depuis le génocide des Tutsi. C'est pourquoi, d'ailleurs, lors de leur rencontre, les deux chefs d'Etat ont évoqué la création d'une commission composée d'historiens rwandais et français. Il est dans l'intérêt de tous que cette commission puisse travailler dans de bonnes conditions grâce au processus d'ouverture des archives qui doit continuer, comme l'ont également souhaité les deux chefs d'Etat. Parce que, mes chers collègues, le travail de

mémoire, comme la lutte contre l'impunité, sont indispensables pour prévenir de tels drames. Alors, Madame la Ministre, pouvez-vous nous [en] dire plus sur le contenu du processus d'ouverture des archives, indiquer quelles sont les ambitions de la France pour rétablir...

[01 h 02' 04'']

François de Rugy [Président de l'Assemblée nationale] : Merci Monsieur le Député....

[01 h 00' 05'']

Hubert-Julien Laferrière [La République en Marche, Rhône] : ... les relations franco-rwandaïses apaisées. Je vous remercie.

[01 h 00' 07'']

François de Rugy [Président de l'Assemblée nationale] : ... La parole est à Madame Florence Parly, ministre des Armées [on entend des applaudissements].

[01 h 02' 12'']

Florence Parly [ministre des Armées] : Monsieur le Député, vous avez raison : nous devons parler au Rwanda. Et ceci, quel qu'en soit le dirigeant. Il est nécessaire de parler à un pays dynamique, qui par ailleurs, exerce cette année la présidence de l'Union africaine. La décision du président de la République a permis de rétablir le dialogue. C'est donc une décision de responsabilité. Mais comme vous l'évoquez également, certains tentent de réécrire l'Histoire et tiennent des propos inacceptables et souvent vendeurs. Je veux dire ici très clairement que je ne laisserai pas entacher l'honneur de nos armées et que je serai toujours là pour le défendre [applaudissements d'une grande partie de l'hémicycle pendant plusieurs secondes]. Concernant l'ouverture des archives, je salue la décision du président de la République qui a affirmé que toutes les archives devaient être concernées. Pas seulement celles des armées, qui ont systématiquement donné suite aux demandes de déclassification qui leur ont été adressées. Il n'y a donc aucune raison d'avoir peur car c'est la déclassification qui permettra aussi d'apaiser les fantasmes et de mettre un terme à d'insupportables suspicions. C'est aussi ce que permettra la deuxième annonce du président de la République, celle de réunir les conditions pour un travail d'étude et de mémoire. Il faut dépassionner l'Histoire pour pouvoir l'étudier, permettre à une opinion éclairée de se forger. Nos enfants doivent savoir ce que la France a fait au Rwanda. Ils doivent savoir ce que nos militaires y ont fait. Nous sommes toujours aux côtés de ceux qui ont combattu pour la France. Nous y serons jusqu'au bout, jusqu'à ce que la vérité ait pu être faite...

[01 h 04' 15'']

François de Rugy [président de l'Assemblée nationale] : Merci, Madame la Ministre.

[01 h 04' 16'']

Florence Parly [ministre des Armées] : ... Et c'est tout ce que désirent nos armées [on entend quelques applaudissements].

[Fin de la transcription à 01 h 04' 18'']